

**CONFERENCE
DE PRESSE
DU SECRETAIRE
GENERAL DU MIR**



**ANDRES
PASCAL ALLENDE**

QUESTIONS POSÉES PAR L'AFP

SUPPLEMENT AU N°105 du "REBELDE"

en langue française

Directrice de Publication : ELENA LABROUSSE

IMP. REPRO-RAPID - PARIS 9ème - CPPAP 56443

Q. - Les dirigeants du MIR ont été taxés d'« infantilisme révolutionnaire » et, plus récemment, ils ont été accusés de ne pas savoir faire la part de leurs problèmes personnels et des problèmes politiques. Pensez-vous que ces critiques soient fondées et si oui, y aura-t-il rectification ?

L'accusation d'« infantilisme révolutionnaire » a été utilisée par les directions réformistes de la gauche pendant la période de l'Unité Populaire pour essayer de justifier leur politique de conciliation avec la bourgeoisie. Il se trouve encore aujourd'hui quelques réformistes pour le répéter.

L'histoire a prouvé, au prix de la plus terrible défaite du mouvement ouvrier chilien, au prix de milliers de torturés, d'emprisonnés et de morts, au prix de la liquidation des conquêtes obtenues par le peuple chilien après des dizaines d'années de lutte, au prix d'un profond reflux de la lutte de classes, que les véritables « infantilistes » sont ceux qui ont cru à l'institutionnalité bourgeoise, à la constitutionnalité du corps des officiers gorilles et à la conciliation avec les ennemis du peuple. Au Chili, les seuls « infantilistes » ont été les dirigeants réformistes qui ont mené notre peuple à la défaite et permis la victoire de la réaction bourgeoise.

Pour ce qui est des dirigeants du MIR qui ne séparent pas les problèmes personnels des problèmes politiques, c'est vrai. Les dirigeants révolutionnaires ne s'identifient pas avec les valeurs morales de philistins, des généraux gorilles et des politiciens bourgeois, pas plus qu'avec l'inconséquence des dirigeants qui se disent révolutionnaires et abandonnent leur peuple quand la lutte devient difficile ou dangereuse.

Les militants et dirigeants du MIR donnent leur vie toute entière à la lutte révolutionnaire car lorsqu'ils combattent dans des conditions extrêmement difficiles, lorsqu'ils risquent chaque jour la mort, il n'est pas possible de mettre à l'abri des balles gorilles ces supposés « problèmes personnels » dont vous parlez pour ne risquer que des « problèmes politiques ». Dans cette guerre à mort contre la dictature, le combattant de la résistance, le militant du MIR doit être prêt à tout sacrifier dans la lutte. Il doit être rigoureux et conséquent dans tous ses actes. Celui qui n'est pas dans cette disposition n'a pas sa place dans nos rangs.

Q. - Le journal La Segunda vient de publier une lettre affirmant que Pascal Allende « renonce à la lutte et quitte le Chili ». Est-ce vrai ?

La lettre dont vous parlez est un faux grossier. Il faut vouloir faire le jeu de la dictature pour faire semblant de croire à une telle idiotie. La publication de ce faux fait partie de la campagne de propagande de la dictature qui, par les mensonges les plus énormes, les inventions les plus basses, essaie de créer l'image d'un MIR détruit et à la débandade pour démoraliser les masses. Mais les travailleurs ne se laissent pas tromper. Ils savent que le MIR est là et qu'il restera à la tête de la lutte de résistance. Tous les jours, les travailleurs voient les militants du MIR et de la résistance dans les usines, les bidonvilles et les campagnes. Ils reçoivent nos tracts, ils voient nos inscriptions, ils lisent notre journal clandestin **El Rebelde**, ils cachent chez eux des militants poursuivis. Qui peut croire aux mensonges de la dictature ?

Les gorilles prétendent respecter les droits humains et affirment qu'une paix idyllique règne dans le pays alors que, chaque jour, des centaines de personnes sont arrêtées, torturées et assassinées, alors que les bidonvilles sont perquisitionnés et que les affrontements armés sont constants. Les gorilles parlent de la prospérité économique alors que les travailleurs n'ont pas de quoi acheter du pain pour leurs enfants, alors que les chômeurs se comptent par milliers, alors que les usines réduisent leur production et que beaucoup ferment leurs portes, alors que l'inflation est insupportable. Les gorilles chantent la liberté alors que la moindre manifestation de mécontentement est punie de prison, que les familles des combattants de la résistance sont incarcérées, que les femmes sont outragées et que même les jeunes enfants sont torturés. Les gorilles disent que la résistance est écrasée alors qu'elle se renforce de jour en jour.

Aujourd'hui, la dictature prétend que j'essaie de fuir par la frontière d'Antofagasta. Les unités militaires de la zone sont en état d'alerte et la surveillance frontalière est renforcée. Et vous voyez ! Je suis ici, répondant à vos questions, au sud du pays, à des centaines de kilomètres de l'endroit où elle dit me chercher. Monsieur Pinochet et sa bande de généraux, sa bande de lâches et d'assassins, voudraient que le secrétaire général du MIR abandonne son pays, mais ils n'auront pas ce plaisir : le secrétaire général du MIR est ici, aux côtés des ouvriers et du peuple chilien, à la tête de la lutte de résistance et il y restera jusqu'au renversement de la dictature, jusqu'au châtimement de ceux qui assassinent, torturent, emprisonnent et poursuivent des milliers de Chiliens.

EL REBELDE EN LA CLANDESTINIDAD

ORGANO OFICIAL DEL MOVIMIENTO DE IZQUIERDA REVOLUCIONARIA
SEPTIEMBRE DE 1974 SANTIAGO DE CHILE No 100

¡A IMPULSAR LA RESISTENCIA ACTIVA!

En este número:

- A UN AÑO DEL GOLPE.
- ENTREVISTA A ANDRÉS PASCAL A.
- LA LUCHA DE MASAS BAJO LA DICTADURA.
- COMO COMBATIR LA REPRISION MASIVA.
- BAUTISTA VAN SCHOUVEN Y ESTA EDICION DE EL REBELDE.
- PRECISIONES SOBRE LA TACTICA DEL M.I.R.
- DICTADURA Y ECONOMIA.



Q. «Votre organisation bénéficie-t-elle d'un soutien réel d'autres groupes révolutionnaires latino-américains ?»

L'unité et la coordination des forces révolutionnaires du continent a fait un grand pas en avant avec les formations de la Junte de Coordination Révolutionnaire qui réunit l'ERP d'Argentine, l'ELN de Bolivie, les Tupamaros d'Uruguay et le MIR chilien. La création de cet organisme de coordination est le reflet du développement que connaît le mouvement révolutionnaire depuis dix ans en Amérique Latine, un mouvement qui corrige ses erreurs du passé, qui se libère des dogmatismes et des déviations pour émerger aujourd'hui et avancer dans la conduite de la classe ouvrière et des pauvres du continent. Tandis que les directions réformistes traditionnelles entrent en crise, dépassées par la radicalisation des masses devant l'aggravation de la crise capitaliste mondiale, les révolutionnaires latino-américains se renforcent, encouragent la solidarité prolétarienne et s'unissent par-delà les frontières nationales.

Le MIR et la résistance populaire chilienne reçoivent aussi l'appui et la solidarité de beaucoup d'autres partis et mouvements d'Amérique, d'Europe, d'Asie et d'Afrique.

QUESTIONS DU JOURNAL "AVVENIRE"

Les nationalistes...
Le MIR et la résistance populaire chilienne reçoivent aussi l'appui et la
solidarité de beaucoup d'autres partis et mouvements d'Amérique, d'Europe
d'Asie et d'Afrique.

On a dépassé par la radicalisation des masses devant l'aggravation de la
situation. Tandis que les directions réformistes révolutionnaires ont tenté en
vain d'avancer dans la conduite de la classe ouvrière et des couches du
peuple, qui se libère des dogmatismes et des déviations pour émarger au
début dix ans en Amérique Latine, un mouvement qui corrige ses erreurs et
non est le reflet du développement que connaît le mouvement révolutionnaire
marxiste d'Amérique Latine. La création de cet organisme de coordination
Revolutionnaire du continent (ERR) d'Argentine, Brésil, Bolivie, Cuba,
Chili, Pérou, Uruguay et Venezuela, la création de cet organisme de coordina-

tion des forces révolutionnaires du continent a fait un
grand pas en avant vers les formations de la Ligue de Coordination
Révolutionnaire du continent (ERR) d'Argentine, Brésil, Bolivie, Cuba,
Chili, Pérou, Uruguay et Venezuela, la création de cet organisme de coordina-

— Votre projet historique national ou modèle de développement socialiste chilien est-il envisageable après que le schéma de l'Unité Populaire ait été rejeté par les masses comme réformiste et par la classe moyenne, touchée par les mots d'ordre de la droite, qui assimila le gouvernement de Allende à une greffe étrangère et négative dans la structure politique et économique du pays ?

Votre question contient des attendus qui ne correspondent pas à la réalité. Ce que vous mentionnez comme le « schéma » de l'Unité Populaire n'était pas le socialisme, ni son gouvernement un gouvernement socialiste. C'était un gouvernement qui, sous la direction de la petite bourgeoisie et des directions ouvrières réformistes et grâce à l'appui considérable des travailleurs (ouvriers, paysans, sous-prolétaires, etc...) et de certains secteurs de la petite bourgeoisie, a mené à terme et impulsé des réformes populaires et anti-impérialistes (comme la nationalisation du cuivre, la redistribution du revenu en faveur des classes dominées, l'extension de la réforme agraire, l'étatisation des banques et de quelques entreprises monopolistes, l'élargissement des libertés démocratiques, etc...). Les masses de travailleurs sont allées plus loin que le gouvernement, on fait pression pour réaliser à fond les réformes du gouvernement, elles se sont mobilisées pour affronter la bourgeoisie sans détour, et ont fait apparaître les germes d'un pouvoir populaire opposé à l'Etat bourgeois. Mais le gouvernement a combattu cette mobilisation et cette avancée des masses en les déconcertant. Les masses n'ont pas repoussé le « socialisme » elles ont plutôt repoussé son absence. Il n'est pas vrai non plus d'affirmer que les classes moyennes ont repoussé le gouvernement d'Allende en l'identifiant à une greffe étrangère et négative.

U.P.

En premier lieu, il faut préciser que ce n'est pas toute la petite et moyenne bourgeoisie qui se situa contre le gouvernement de l'Unité Populaire. S'il est vrai qu'un vaste secteur fut gagné par la bourgeoisie et favorable au coup d'état, la majorité est restée neutre et non active, et un autre secteur non négligeable a toujours maintenu son alliance à gauche avec le mouvement travailleur.

En second lieu, ils n'ont pas repoussé le gouvernement de l'Unité Populaire comme « étranger ». Le gouvernement d'Allende a débuté en bénéficiant d'un grand appui et de la sympathie de la petite et moyenne bourgeoisie (de certains secteurs), mais l'Unité Populaire n'a pas su maintenir et élargir cet appui. Elle a tenté de gagner ces secteurs par des gratifications économiques (redistribution du revenu, consommation, etc...) qu'elle n'a pas pu maintenir au fur et à mesure que la bourgeoisie, par son boycott, faisait sombrer l'économie du pays : l'Unité

Populaire ne les a pas assurés dans leurs revendications, elle ne les a pas intégrés ni mobilisés activement, elle n'a pas fait ressortir ni aiguisé leurs contradictions avec la grande bourgeoisie, elle leur a seulement fait preuve de faiblesse politique avec ces concessions à la bourgeoisie, elle ne leur a pas offert la moindre perspective. Les secteurs moyens n'ont, en tant que couche sociale, aucun modèle historique propre, ils se caractérisent par l'instabilité et sont ainsi entraînés par la classe sociale (et le mouvement politique) qui se montre la plus forte et la plus puissante et leur offre de meilleures perspectives. Et en ne parvenant pas à cela, l'U.P. a lancé un fort contingent de la petite bourgeoisie dans les mains de la réaction et du courant favorable au coup d'Etat.

Les classes moyennes au Chili ont un long chemin de luttes ; traditionnellement, l'orientation de divers secteurs de ces classes moyennes fut de s'allier avec les travailleurs et les secteurs réformistes et démocrates de la bourgeoisie ; ils ont développé de puissantes organisations revendicatives, dont d'importants secteurs ont un penchant traditionnel vers une pensée anti-impérialiste, démocratique, réformiste et populaire, et aussi vers les idées socialistes ; dans les périodes où la lutte des classes s'aiguise, où le mouvement des travailleurs avance, et où s'aiguisent aussi les contradictions des classes moyennes avec la grande bourgeoisie (contradictions qui ont un caractère structural, elles sont sans solution dans le régime capitaliste dépendant chilien et entraînent une paupérisation croissante de vastes secteurs de la petite bourgeoisie), ils manifestent une activité et une radicalisation fortes.

Les secteurs moyens peuvent et doivent être amenés à l'alliance par les forces révolutionnaires. Le problème est de mener à bien une politique d'alliance qui aiguise les contradictions entre les couches moyennes et la grande bourgeoisie (en définissant clairement les ennemis qu'elles ont en commun avec les travailleurs), qui leur offre une perspective (en intégrant leurs revendications à la plate-forme de lutte révolutionnaire et leur assurant une participation réelle au mouvement et à la démocratie révolutionnaire), et qui leur montre la vigueur historique du mouvement révolutionnaire et des travailleurs.

Dans la période actuelle, les conditions les plus favorables sont réunies pour établir la plus vaste alliance avec la petite et moyenne bourgeoisie, car ces secteurs ont pu constater rapidement que la dictature favorise seulement le grand capital et a entraîné la petite et moyenne bourgeoisie dans l'appauvrissement tout en supprimant ses libertés démocratiques.

Acin Pour répondre à votre question, après ces éclaircissements un peu longs mais nécessaires, il faut d'abord poser que l'économie capitaliste attardée et dépendante du Chili vit une profonde crise de structure qui n'a pas d'issue dans le régime



de production actuel, et qui mènera inévitablement à la transformation socialiste, seule forme de solution possible à cette crise. C'est cette crise structurale qui engendre d'une part de profondes divisions dans la bourgeoisie, qui l'affaiblissent et fendillent périodiquement sa domination, et d'autre part approfondit la misère des classes dominées et dissout leur motivation révolutionnaire. La dictature gorille est la tentative désespérée de la bourgeoisie de réaffirmer sa domination par la plus sanguinaire répression sur le peuple, et de mener à bien un processus d'accumulation capitaliste par la plus brutale sur-exploitation des travailleurs. Mais cette tentative échouera aussi, puisque déjà, à un peu plus d'un an du coup d'état militaire, l'échec de la dictature pour résoudre la crise économique est visible, les contradictions s'aiguisent à nouveau au sein de la classe dominante, et sa politique de répression et de sur-exploitation entraîne l'animation d'un immense bloc social qui déchainera à nouveau des situations révolutionnaires dans notre pays.

La tâche principale des forces socialistes au Chili est de constituer la force sociale révolutionnaire qui, délaissant toute illusion réformiste d'arriver au socialisme à l'intérieur des cadres de l'Etat et de la légalité bourgeoise, parvienne sous la conduite du prolétariat à saper et détruire l'appareil d'Etat répressif sur lequel la bourgeoisie appuie sa domination, et à établir le pouvoir politique et militaire des travailleurs qui permette de mener à terme la transformation socialiste de notre société. La lutte de résistance contre la dictature militaire a le double objectif de renverser la tyrannie et de développer à travers cette lutte la force sociale révolutionnaire qui permettra la conquête du pouvoir politique et militaire.

Nous souhaitons que le nouveau pouvoir qui surgira du renversement du pouvoir bourgeois soit une démocratie réelle et effective pour les travailleurs, et une dictature prolétaire sur la minorité bourgeoise. Nous souhaitons que le pouvoir démocratique soit exercé à partir de la base du peuple par les Conseils Communaux de Travailleurs et de l'Assemblée Nationale du Peuple constituée par les représentants directs élus par les fronts du travail et garantie par l'organisation des ouvriers et paysans armés. Nous combattons tout ce qui tendrait à ce que la démocratie ouvrière soit remplacée par le parti, et nous défendrons la plus libre expression de toutes les tendances révolutionnaires au sein des travailleurs.

Nous souhaitons la socialisation de l'ensemble de l'appareil éducatif et des moyens de communication de masse, pour impulser la plus grande liberté et le développement des diverses tendances dans l'idéologie et la culture révolutionnaires. Nous respecterons les croyances et pratiques religieuses qui respectent la révolution prolétarienne (de fait, il existe au Chili une forte tendance révolutionnaire et socialiste dans les églises chrétiennes).

Enfin, nous souhaitons que la révolution du prolétariat chilien soit profondément internationaliste, qu'en se situant dans le camp socialiste, elle ne se soumette pas à être la zone d'influence de quelque bloc socialiste que ce soit, et qu'elle collabore activement à la lutte anti-impérialiste et à la lutte révolutionnaire dans le monde entier et particulièrement sur le continent américain.

CHARISTER • NTE - NCHIOWAN

— La voie de l'exil, choisie par des milliers de chiliens après le 11 septembre 1973, a été condamnée catégoriquement par le MIR, sans que celui-ci ait précisé politiquement ni justifié par une analyse politique claire cette objection à l'asile politique, seule alternative à la prison ou à la mort qui se soit présentée à des centaines de militants. Il semblait plutôt que dans ce refus de l'exil par le MIR, des critères subjectifs l'emportaient sur des raisons de politique pratique, telles que se replier pour récupérer forces et perspectives, et rentrer pour disputer le terrain provisoirement cédé à l'ennemi. Quelle est votre opinion à ce sujet et comment l'appliquez-vous au cas de Humberto Sotomayor, haut dirigeant du MIR, qui chercha asile à l'Ambassade d'Italie ?

Vous vous trompez. La décision du MIR de combattre l'asile est due à des raisons politiques très objectives et pratiques. Le MIR ne rejette pas l'asile à cause de « principes moraux », « dogmatisme » ou « subjectivisme ». Plus encore, nous pensons que les révolutionnaires peuvent recourir à l'asile s'ils ont subi des défaites dans lesquelles les forces révolutionnaires ont été totalement détruites, qu'on ne voit pas de possibilité de les réorganiser à court terme, et que le maintien des directions révolutionnaires dans le pays signifierait à coup sûr leur annihilation.

Mais ce n'est pas le cas du Chili après le coup d'Etat gorille de Septembre 1973.

Au Chili, le mouvement des travailleurs et les partis de gauche ont subi une défaite profonde et subissent une répression sauvage. Le triomphe du coup d'état réactionnaire a entraîné un grand reflux de la lutte des travailleurs, leurs organisations revendicatives ont été durement touchées, de même que les partis politiques ouvriers. Des dizaines de milliers de militants de gauche et de travailleurs ont été assassinés, emprisonnés, torturés, poursuivis, et continuent de l'être actuellement. Mais en dépit de cette grande défaite et du reflux du mouvement des travailleurs et de la gauche, ni l'une ni l'autre ne furent annihilés.

La dictature militaire chilienne a été incapable de détruire le mouvement ouvrier et les partis de gauche. Malgré la répression sauvage, il a été possible de réorganiser ces partis et les organisations ouvrières (syndicats, etc...) en un temps relativement court. D'autre part, s'il est vrai que la dictature gorille a provoqué un grand reflux dans les classes travailleuses, la désorganisation, la peur, la réaction bourgeoise n'est parvenue à aucun moment à diviser les masses travailleuses et à entraîner derrière elle des secteurs significatifs : au contraire, il est toujours resté dans la classe ouvrière et les autres couches sociales dominées un sentiment de haine de la bourgeoisie clair, généralisé et irréconciliable. Un fleuve de sang sépare les militaires du coup d'Etat et la grande bourgeoisie du peuple... Dans de telles conditions, non seulement il était et il est possible que les directions et les militants révolutionnaires demeurent dans la clandestinité, mais en plus il était et il est indispensable de rester au Chili pour diriger la réorganisation des partis et des organisations revendicatives ouvrières, pour impulser la renaissance du mouvement de masse.

Vous ne vous trompez pas en indiquant que le mouvement révolutionnaire a dû se replier pour récupérer des forces, mais « se replier » ne veut pas dire abandonner le Chili. Le mouvement révolutionnaire a dû se replier en passant dans la clandestinité, en passant à la défensive, écartant pour l'instant des attaques que le rapport de forces ne nous permet pas, nous attachant à réorganiser nos forces, à faire les premiers et timides pas vers la constitution du mouvement de résistance populaire. Le soutien à la résistance du peuple chilien, l'isolement et la pression internationale sur la dictature sont très importants. Mais la dictature tombera et le développement des forces révolutionnaires ne s'obtiendra que dans la mesure où nous nous battons à l'intérieur du pays. C'est ici que sont les masses laborieuses, ici qu'il faut mener leur organisation et leur lutte de résistance.

Les faits ont démontré que le MIR ne s'était pas trompé. Non seulement il a été possible de réorganiser rapidement notre parti, mais aussi de constituer un important noyau de résistance de masse. La dictature nous a asséné des coups très durs, beaucoup de camarades sont tombés, mais la résistance s'étend et se renforce. La renaissance progressive du mouvement de masse et la situation politique est chaque fois plus favorable et ouvre la perspective d'un développement rapide et explosif de la lutte de résistance populaire.

En ce qui concerne le cas de Humberto Sotomayor que vous signalez, il a été expulsé du MIR pour désertion, lâcheté et trahison à la classe ouvrière et au parti. De la même façon que Sotomayor, quelques dizaines d'ex-militants du MIR ont déserté la lutte depuis le coup d'état gorille de Septembre 1973. Dans tout parti et toute lutte révolutionnaire, il est inévitable que, alors qu'on reçoit des coups, alors qu'on doit lutter dans les conditions de répression les plus dures et que la mort au combat est un danger permanent, il est inévitable que les plus faibles abandonnent la lutte et trahissent leur peuple. Mais les agissements de quelques uns ne remettent pas en question la politique de notre parti, ni l'exemple de milliers de militants du MIR et de dizaines de milliers de combattants de la résistance qui luttent aujourd'hui au Chili pour libérer leur peuple de la dictature.

— Il existerait un accord entre la Démocratie Chrétienne et le Parti Communiste pour constituer un front démocratique dont l'objectif serait d'obliger le régime à réaliser des élections qui permettraient de constituer un gouvernement de coalition. Cet accord bénéficierait de l'approbation du Département d'Etat des Etats-Unis et du Parti Communiste Soviétique. Washington appuierait cette formule pour améliorer sa mauvaise image de marque internationale, sérieusement affectée lorsque fut prouvée l'intervention de la CIA au Chili pour perturber le gouvernement d'Allende et, plus encore, la responsabilité directe qui revenait dans cette affaire au Secrétaire d'Etat Henry Kissinger. Quelle serait la position du MIR devant une telle éventualité ?

Partagez-vous l'opinion suivant laquelle se cache une fois de plus derrière cet accord l'intention d'utiliser la lutte du peuple chilien pour servir les intérêts des deux associés dans la fameuse « détente », et de leurs représentants de la petite bourgeoisie et du réformisme chilien ?

L'information que nous avons ne confirme pas l'existence d'un accord entre la Démocratie Chrétienne et le Parti Communiste, mais la contredit.

Il y a des secteurs de la Gauche traditionnelle chilienne, parmi lesquels des fractions du Parti Communiste, qui, essayant une réédition des politiques réformistes de l'Unité Populaire, s'efforcent de constituer un front politique contre la dictature subordonnée aux fractions de la bourgeoisie qui s'opposent à la Junte Militaire gorille et qui sont représentés par des secteurs de la Démocratie Chrétienne. Mais ceci ne représente rien de plus qu'une tentative illusoire de ces directions réformistes de la gauche, et cela ne s'est pas concrétisé.

Dans la Démocratie Chrétienne, il existe plusieurs secteurs. Depuis le secteur dirigé par Carmona, qui est un fervent partisan de la Junte Militaire actuelle, jusqu'aux secteurs qui représentent la petite bourgeoisie démocratique et anti-coup d'Etat qui souhaitent une alliance avec l'ensemble de la gauche pour lutter pour le renversement de la dictature. Mais celui qui semble actuellement en position hégémonique est la fraction dirigée par Frei. Le « freisme » se met aujourd'hui un masque démocratique car il tente de renforcer aujourd'hui sa politique de pression auprès des milieux des militaires et, de la grande bourgeoisie

LES ELECTIONS

au pouvoir par le biais de l'appui populaire. Le « freisme » cherche à utiliser l'appui que les secteurs réformistes de la gauche traditionnelle lui offrent mais pas du tout à constituer un quelconque front politique avec eux.

Le « freisme démocrate-chrétien tente de transformer en charnière unissant le mécontentement croissant de la petite et moyenne bourgeoisie contre la dictature et l'opposition de secteurs de la grande bourgeoisie contre la politique du gouvernement militaire actuel.

Il est indubitable que des secteurs de la classe dominante nord-américaine, tant du Parti Démocrate (Kennedy) que du parti Républicain lui-même (qui souhaitent se présenter aux prochaines élections présidentielles lavés de la « sale intervention de l'Administration Républicaine » dans le cas chilien) font pression pour que le gouvernement militaire chilien change sa politique et offre une image moins sanglante. Les alliés sociaux-démocrates européens des Etats-Unis font également pression dans ce sens. La Démocratie-chrétienne, Frei en tête, et les secteurs réformistes de la gauche essaient ces pressions au profit de leur politique d'opposition à la Junte.

Cependant il ne faut pas confondre ce que peuvent être des changements dans le gouvernement militaire actuel (même sa chute) et ce que signifie la fin de l'état répressif et dictatorial en vigueur. Les secteurs de la bourgeoisie qui s'opposent aujourd'hui à l'actuel gouvernement militaire souhaitent sa modification et celle de sa politiques, mais défendent désespérément le maintien d'un état répressif (pour lequel ils demandent la participation des militaires). La bourgeoisie sait que la fin de l'état répressif signifierait perdre le dernier moyen pour tenter de ralentir l'avancée du mouvement des travailleurs et révolutionnaires.

Utilisation
de son
désespoir
advers
de la
bourgeoisie

Le MIR essaiera toujours d'aiguiser toute contradiction interne de la bourgeoisie qui puisse affaiblir la dictature et toute pression internationale favorable à son renversement. Le MIR appuiera toute action politique, même des actions de la bourgeoisie, tendant à rétablir les libertés démocratiques au Chili. Mais le MIR combattra politiquement toute tentative des secteurs réformistes de subordonner la gauche et le mouvement ouvrier à quelque fraction bourgeoise que ce soit, et dans ce cas, au « freisme » démocrate-chrétien.

Les révolutionnaires et les ouvriers n'ont pas oublié que M. Frei est un des premiers promoteurs et responsables du mouvement putschiste qui renversa le gouvernement Allende et réprime sauvagement notre peuple. M. Frei qui se voit maintenant écarté du pouvoir se met un masque démocratique pour gagner l'appui populaire qui lui donne une force de pression plus forte dans ses efforts pour obtenir la part du butin qu'on lui refuse, mais demain, quand la classe dominante se verra à nouveau menacée par l'avancée du mouvement des travailleurs, il n'hésitera pas à s'unir aux gorilles auxquels il s'oppose aujourd'hui pour mettre une fois de plus le peuple à feu et à sang.

Comme je l'ai indiqué en répondant à une question antérieure le MIR impulse l'alliance la plus large avec le réformisme et avec la petite et moyenne bourgeoisie démocratique pour résister à la dictature mais en assurant toujours la direction révolutionnaire prolétarienne. Le but n'est pas seulement le renversement de la dictature, mais en outre de constituer la force révolutionnaire qui permettra la conquête du pouvoir socialiste.

l'appui que les secteurs réformistes de la gauche révolutionnaire lui offrent mais pas au pouvoir par le biais de l'appui bourgeois. Les réformistes « chrétiens » n'ont pas

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE JOURNAL "THE GUARDIAN"

voit à nouveau incarner ce parti avancé du mouvement des travailleurs. Les réformistes
travaux à une autre époque et il n'est pas possible de leur offrir un autre jour
de plus le peuple à son et à son.

Comme le fait indique en répondant à une question soulevée par le "The Guardian",
l'alliance la plus large avec le réformisme et avec la partie et moyenne bourgeoisie
démocratique pour résister à la dictature n'est en aucun cas toujours la question
révolutionnaire. Le fait est que la dictature n'est pas seulement le renversement de la
dictature, mais en outre de constituer la force révolutionnaire qui permettra la
conquête du pouvoir socialiste.

Il s'agit de questions qui peuvent sembler provocatrices, mais qui sont tout de même nécessaires.

— Il me semble qu'il n'y a pas de résistance au Chili. S'il en est ainsi, pouvez-vous m'expliquer pourquoi. Et s'il y a vraiment résistance, quelle forme revêt-elle ?

Vous êtes dans l'erreur. Au Chili, il y a résistance, et elle s'amplifie de jour en jour.

Le peuple chilien a reçu un coup des plus durs et des plus réactionnaires, et il est aux prises avec la dictature la plus sanguinaire des dernières décennies. Des dizaines de milliers de travailleurs et de militants de gauche ont été assassinés ; des dizaines de milliers d'autres sont emprisonnés dans des camps de concentration ; les licenciés pour raisons politiques se comptent par milliers ; des milliers de dirigeants syndicaux ont été assassinés, emprisonnés, torturés ou pourchassés ; les syndicats ont été dissouts et mis sous tutelle, et les partis politiques, sauvagement réprimés, ont dû passer à la clandestinité. La liberté a été supprimée, et ceux qui osent protester contre la dictature sont pourchassés et éliminés, leurs parents emprisonnés, leurs femmes violées, et leurs enfants torturés. Les « poblaciones » sont systématiquement et continuellement passées au peigne fin. Tout mouvement de revendication dans les usines est sauvagement réprimé ; des centaines d'ouvriers croupissent toujours en prison, tandis que leurs dirigeants ont été fusillés.

Le mouvement ouvrier chilien a connu un important mouvement de recul, et ses organisations ont été détruites. C'est le règne de la terreur.

L'histoire contemporaine nous enseigne que presque tous les peuples qui ont subi une défaite aussi cuisante et qui ont dû supporter une dictature militaire aussi cruelle et aussi répressive que celle des militaires chiliens, ont dû attendre des années et parfois même des décennies avant de pouvoir déclencher une lutte de résistance. Au Chili, par contre, un peu plus d'un an après l'instauration de la dictature militaire, les partis de la gauche traditionnelle ont fait de grands progrès en vue de leur réorganisation tandis que le MIR, qui s'était restructuré quelques mois seulement après le coup d'Etat, a réussi au cours de la présente étape, à jeter les bases d'un vaste mouvement populaire et révolutionnaire de résistance.

A cette étape-ci, la tactique du MIR, consiste à travailler clandestinement en vue d'organiser le mouvement de résistance et d'impulser toutes les formes de lutte revendicatives, économiques et politiques. C'est pourquoi le MIR déploie actuellement une intense activité dans les usines, les « poblaciones », les campagnes, les collèges, sans négliger les milieux petits-bourgeois et les soldats. Des milliers de tracts, de cartes postales et d'exemplaires du journal « El Rebelde » ont été distribués, des

slogans peints sur les murs et des petits timbres collés un peu partout, etc. Chaque mois, des centaines de comités de résistance clandestins sont mis sur pied. Sur le front du travail, on encourage les luttes revendicatives et réorganise les syndicats, tandis que dans les « poblaciones », les organisations de revendication sont remises sur pied, mettant à profit la mince marge de légalité que possèdent encore certaines organisations sociales contrôlées et autorisées par la dictature.

Le MIR évite pour le moment tout affrontement armé direct avec la dictature même si la répression militaire provoque constamment de tels affrontements. Notre Parti n'est pas partisan de l'affrontement isolé avec les appareils répressifs. Ce qu'il poursuit, c'est la mise sur pied d'un vaste mouvement de résistance de masse qui lutte contre la dictature, qui utilise toutes les formes de lutte, économique, politique et aussi armée. Il faut d'abord développer et consolider la résistance en utilisant les formes de lutte les plus simples, celles que connaît le mieux notre peuple, comme la lutte revendicative, économique et politique. Il ne s'agit pas d'une tâche facile, surtout quand on sait que l'expérience fondamentale du peuple chilien a toujours été la lutte légale, la lutte ouverte. C'est pourquoi nous devons d'abord apprendre à notre peuple à s'organiser clandestinement et mettre de l'avant des formes clandestines de lutte qui tiennent compte du degré de répression actuel et des forces que possède le mouvement ouvrier (qui ne fait que commencer à se réarticuler et à remonter la pente). Nous progressons donc graduellement. Nous avons commencé par la propagande clandestine, et nous réalisons maintenant des actions de sabotage, certes réduites mais nombreuses, (travail au ralenti dans les usines, gaspillage d'électricité, destruction des machines et des véhicules de transport, etc...). Nous menons également des opérations de diversion pour tromper les forces répressives, ainsi que nos premières actions de propagande avec défense armée... Plus tard lorsque le mouvement de résistance sera plus solide et plus expérimenté, et que les masses se seront remises en mouvement, nous passerons à des formes supérieures de résistance armée.

Le fait qu'il n'y ait pas actuellement d'actions armées spectaculaires et que la dictature s'efforce de taire et cacher la résistance sans cesse croissante des masses, peut faire croire à l'observateur extérieur qu'il n'y a pas comme vous le dites de résistance au Chili. Mais vous êtes dans l'erreur. La résistance de masses ne cesse de s'accroître, graduellement et sur des bases solides.

— Quelles sont les perspectives de la lutte armée au Chili ?

Le problème ne se pose pas ici en ces termes. Ils'agit plutôt de la perspective qu'à la lutte de résistance de renverser la dictature, la perspective qu'ont les forces révolutionnaires de conquérir le pouvoir et de transformer notre pays sur une base socialiste. La lutte armée n'est pas une fin en soi ; elle est seulement une des nombreuses formes de lutte de résistance et du mouvement révolutionnaire.

Si, par contre, vous me demandez si le MIR croit que la lutte armée est une forme

de lutte nécessaire, et quelles sont ses possibilités de développement au Chili, je vous répondrais d'abord que nous croyons que les formes de résistance armée sont nécessaires, afin d'affaiblir puis de renverser la dictature. Ces formes de lutte sont non seulement praticables, mais aussi indispensables étant donné la brutalité extrême de la répression ; elles serviront tantôt pour appuyer les formes de lutte économiques et politiques, tantôt pour épuiser et affaiblir politiquement et militairement la dictature. Il faut ici préciser que les formes de lutte armée seront efficaces dans la mesure où elles auront un caractère de masses (quoique pendant un certain temps il ne s'agira que d'actions de petite envergure), et que la réalisation d'actions militaires non reliées au mouvement de masses ne peut conduire qu'à l'échec. L'action armée doit donc être reliée aux autres formes de lutte, économiques et politiques des masses, tout en étant également en étroite relation avec la propagande et l'agitation au sein des forces armées bourgeoises afin de les miner intérieurement et de les diviser.

Au Chili, la direction des différentes organisations de la gauche traditionnelle ainsi que du mouvement ouvrier ont toujours repoussé, en raison de leur caractère réformiste et légaliste, les formes de lutte armée et le travail révolutionnaire au sein des institutions militaires bourgeoises. Cette politique erronée, cette déviation réformiste nous a valu une terrible défaite et nous a coûté des milliers de morts. Les militants de gauche et les travailleurs savent désormais qu'ils ne peuvent se fier sur la légalité bourgeoise, et que le prolétariat doit mettre sur pied sa propre force politique et militaire sur une base autonome.

Quelles sont, selon vous, les possibilités de remaniement ministériel suite au fiasco économique ?

Il ne s'agit pas seulement de fiasco économique, mais aussi d'affaiblissement politique général de la junte militaire.

Cet affaiblissement ne signifie toutefois pas l'arrêt de la répression menée par le corps d'officiers réactionnaires. Non, la bourgeoisie a besoin d'un Etat répressif pour tenter d'empêcher la réorganisation et la mise en mouvement des masses laborieuses. Les différents secteurs bourgeois s'entendent tous là-dessus même s'ils sont mécontents de l'actuelle politique économique de la junte avec laquelle ils sont de plus en plus en brouille.

Mais par contre cet affaiblissement peut entraîner des remaniements au sein de la junte de gouvernement. Ainsi, si les deux secteurs de la bourgeoisie indisposés par l'actuelle politique économique parviennent à s'entendre, il se produira sûrement des changements au niveau du programme de la dictature et même au niveau de l'équipe économique en place. Mais un tel accord entre les deux secteurs bourgeois ne semble pas chose facile, et tout paraît indiquer que les contradictions au sein de l'équipe au pouvoir continueront de s'aiguïser. Cela ne pourra que favoriser l'apparition de deux tendances contraires : l'une qui essaiera de maintenir à tout prix l'actuelle politique en accentuant le caractère répressif du gouvernement, même si cela dusse affecter certai-

nes couches de la classe dominante ; l'autre, impulsée par les secteurs bourgeois dont l'activité économique est orientée en fonction du marché interne. Ces derniers, désireux de réorienter le système d'accumulation capitaliste en vigueur, chercheront à établir des alliances avec certains milieux militaires, afin d'essayer de remplacer, une fois réunies les forces nécessaires, la junte militaire actuelle par un nouveau gouvernement militaire.

Selon nous, toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour un changement de fond en comble de l'Etat chilien, c'est-à-dire la chute de la dictature et l'instauration d'un Etat démocratique. Pour favoriser l'éclosion d'une telle situation, il faudra attendre que le mouvement ouvrier se soit réorganisé, que la lutte de résistance populaire ait atteint un développement supérieur, que les contradictions au sein de la classe dominante et les forces armées se soient aiguisées encore davantage et la pression internationale se soit accentuée. Il s'agit bien, à ce niveau-ci, d'une tendance, et on ne peut envisager son aboutissement qu'à long terme.

Existe-t-il des divisions importantes au sein des forces armées ?

Le MIR considère que les forces armées sont aux prises avec deux contradictions fondamentales. Il s'agit dans le premier cas de contradictions entre classes dominantes et classes dominées qui se manifestent au sein des forces armées entre les officiers, les sous-officiers et les soldats. Dans le second cas, il s'agit de contradictions au sein même de la classe dominante, c'est-à-dire, pour ce qui est des forces armées, au sein du corps des officiers.

Le premier type de contradictions, celles entre les différents corps des forces armées, connaît actuellement une période de reflux, tout comme d'ailleurs dans l'ensemble de la société. Les officiers réactionnaires ont réussi à s'imposer longtemps avant le coup d'Etat gorille. Ils ont réprimé sauvagement toute manifestation interne d'identification avec la classe ouvrière et le peuple, toute tendance démocratique et antiputschiste. D'ailleurs, plus de trois mille militaires ont été assassinés ou emprisonnés depuis septembre 1973. Au cours des derniers mois, des centaines de militaires ont été renvoyés pour le simple fait d'avoir des parents de gauche, ou tout simplement parce qu'ils n'inspirent pas assez confiance aux officiers gorilles. Mais en dépit de la cruelle répression interne et du règne de terreur, une certaine agitation règne depuis quelques mois, des sous-officiers de la marine ont entrepris un mouvement de revendications économiques, tandis que dans l'armée de terre, il y a deux mois, les sous-officiers et les hommes de troupe du Régiment de Télé-communications de Santiago se sont enfermés dans leur caserne pour protester contre les tâches répressives qu'ils doivent exécuter. Il existe en général beaucoup de mécontentement à cause principalement de la situation économique (car le niveau de vie des sous-officiers et des soldats de la troupe est pire que sous le gouvernement de l'UP), de la dureté des mesures disciplinaires, de la répression interne, des mesures arbitraires que prennent les officiers dont la

conduite immorale choquant (ceux-ci bien souvent s'enrichissent en volant ou au moyen de toutes sortes de combines...), des tâches répressives qu'ils doivent réaliser (les soldats ont des parents, des amis qui sont de simples travailleurs et qui sont affectés par la misère, la répression, le chômage, etc.). Petit à petit, ces contradictions de classe au sein des forces armées s'aiguiseront ; mais elles ne constituent pas encore une menace pour l'unité des institutions armées bourgeoises.

Des divergences ont également surgi au sein du corps des officiers, et elles sont le reflet, là aussi, de l'accentuation des contradictions au sein de la classe dominante. Bien entendu, certains milieux d'officiers sont mécontents des échecs de la politique de la junte militaire. Plusieurs faits tendent à le prouver, depuis les déclarations personnelles de certains officiers qui dans l'intimité, devant parents et amis, critiquent la politique de la junte, jusqu'aux manifestations publiques de mécontentement comme celle d'un groupe d'officiers du Régiment Tacna de Santiago qui, il y a peu de temps, se sont barricadés dans leur caserne pour protester contre les renvois d'officiers. Il apparaît hors de tout doute que ces problèmes se sont aggravés, car Pinochet a dû suspendre à la dernière minute son voyage au Pérou où il devait participer aux cérémonies de commémoration de la Bataille de Ayacucho (même si la raison invoquée était la présence à la même cérémonie du ministre cubain des affaires étrangères). En fait, c'est à la même époque que les unités militaires de Santiago et d'Antofagasta (où le chef de division de cette unité a été subitement changé) ont été mises en état d'alerte, et que des généraux de l'armée ont tenu plusieurs réunions. Ainsi donc, les frictions ne cessent d'augmenter au sein du corps des officiers, mais il serait trop tôt pour parler de « division » au sein des forces armées. De toute façon, il s'agit de frictions entre gorilles.

Comment voyez-vous le travail politique et militaire à la campagne ?

Le recul du mouvement de masse s'est davantage fait sentir parmi les couches paysannes. Avec l'appui des forces armées les grands propriétaires terriens ont lancé une cruelle et sanglante répression contre les paysans, les dépossédant d'une grande partie de la terre qu'ils avaient conquise au cours de la période antérieure tout en pourchassant et éliminant les organisations syndicales paysannes (sauf celles contrôlées par la bourgeoisie). Aujourd'hui, le mouvement paysan, regroupant les ouvriers agricoles et les petits propriétaires, accuse un grand retard au niveau de la réorganisation par rapport aux couches ouvrières d'avant-garde des usines. Ce retard se manifeste également par l'extrême lenteur avec laquelle les partis politiques s'y réorganisent.

Mais, naturellement cela n'empêche pas le travail révolutionnaire à la campagne. En fait il y a quelques mois déjà que le MIR s'est remis à la tâche dans différentes zones rurales du centre et du sud du pays, impulsant, tout comme à la ville, l'organisation du mouvement de résistance.

Quant à l'utilisation de formes de lutte armée à la campagne, cela ne diffère guère de la

situation en zone urbaine, dont je vous ai entretenu un peu auparavant. Si vous voulez savoir quelles sont les possibilités et l'utilité d'y implanter des foyers de guérilla rurale nous vous répondrons qu'il s'agit bien sûr d'une chose possible, mais non souhaitable. Possible puisqu'en effet deux groupes de guérilleros du MIR ont, pendant quelques mois, opéré dans le sud du pays, l'un plus particulièrement dans la province de Valdivia, le long de la cordillère des Andes, et l'autre dans la région de la cordillère cotière, à Nahuelbuta. Mais nous pensons qu'étant donné l'étape actuelle de la résistance, il n'est pas convenable de développer cette forme de lutte, puisqu'il n'existe que très peu de régions propices (d'autant plus qu'elles sont presque inhabitées). En plus, si la résistance armée de masses ne s'est pas implantée solidement à travers tout le pays, l'armée pourra diriger le gros de ses troupes contre ces foyers de guérilla rurale. Contrairement à plusieurs autres pays d'Amérique Latine la population du Chili est fortement urbaine, et sa population rurale se concentre surtout près des villes et villages. Selon nous, à l'étape actuelle, nous devons nous efforcer de développer la résistance à travers les luttes revendicatives, politiques et économiques, tout en mettant de l'avant des formes simples de lutte armée de masses qui permettent de disperser et d'user les corps répressifs bourgeois. Ce n'est que lorsque nous aurons atteint une étape supérieure de résistance de masses, et tenant compte du rapport de forces et de la situation politique du moment, que nous pourrons construire des foyers de guérilla rurale.

Quelles relations entretenez-vous avec les autres organisations des pays limitrophes ?

Conjointement avec l'ERP d'Argentine, l'ELN de Bolivie et les Tupamaros d'Uruguay, le MIR a mis sur pied la Junte de Coordination Révolutionnaire du cône sud d'Amérique Latine. Il s'agit indéniablement d'un pas important vers l'unification et le renforcement de la gauche révolutionnaire en Amérique Latine, pas qui est le fruit de liens étroits entre nos 4 organisations, basés sur l'échange d'expériences, la discussion fraternelle et la solidarité militante.

La création de la Junte de Coordination Révolutionnaire constitue une nouvelle étape pour le mouvement révolutionnaire latino-américain qui a surgi au cours de la dernière décennie. Après avoir acquis de nombreuses expériences et corrigé certaines erreurs et déviations, ce mouvement révolutionnaire émerge avec plus de forces au moment même où le capitalisme mondial est secoué par une crise économique et politique profonde. L'Amérique Latine, qui n'échappe pas à cette crise, connaît aujourd'hui une période de montée des luttes ouvrières, marquées par de grandes commotions politiques et sociales qui affaibliront la domination des impérialistes et des bourgeoisies locales, approfondiront la crise des mouvements réformistes bourgeois et des directions ouvrières traditionnelles et favorisera amplement la direction révolutionnaire des masses laborieuses.

Communiste Chilien. Et ils restent
rent avec confiance que lorsque le
base marxiste — celle qui ne mène pas
dans les partis — devra se présenter
dans une direction bi-partite (DC et
PN), elle votera pour eux.

Deux questions à ce sujet : Que pensez-
vous de cette stratégie esquissée par
la direction du PC ? Est-elle réaliste ?

— Si un gouvernement du Chili en
exil s'installait, et si on proposait au
MIR d'y participer, quelle serait votre
opinion sur le fonctionnement d'un tel
gouvernement ?

QUESTIONS POSEES PAR FREE LANCER

politiques tels que les
positions de pouvoir.

En second lieu, le parti
déjà, après un pays
gorilles sont massés
la moyenne bourgeoise
un profond mécontentement
même ; il suffit d'un
président des indépendants

Quant à ce que les
peu probable. Ce qui
est même si le parti

Le MIR s'oppose à la constitution d'un gouvernement en Chili
résistance doit se situer en
Avant de penser à constituer
d'abord, il faut cristalliser l'unité
front politique. C'est cela qui
Si par la suite, lorsque la lutte de la résistance atteint des niveaux supérieurs, il
devient souhaitable de constituer un gouvernement légitime dans la résistance
gouvernementale, ses constituants doivent être

— Suivant les informations dont nous
disposons, l'île d'anguine de la Baie
mexicaine Chetumal a été occupée par
stratégie fondée sur les hypothèses
suivantes : (1) l'occupation de
divise en fait
point de vue
de la dictature se
Militaire, les

lentement, qui possèdent les militaires
à l'ennemi se souvoit aux civils — par
élections — pourvu que ceux-ci pro-
fessent l'anti-marxisme. La base
DC est profondément anti-marxiste,
comme l'ont indiqué les dirigeants de
l'Alliance Chrétienne quand
ils se réunirent de la DC. Il en résulte
même de ses cadres moyens et syndi-
caux.

A partir de ces présupposés, les diri-
geants de la DC ont décidé de ne pas
prendre part aux luttes anti-fascistes
l'après-coup de la démission de Frei

— Si un gouvernement du Chili en exil s'installait, et si on proposait au MIR d'y participer, quelle serait notre opinion sur le fonctionnement d'un tel gouvernement ?

Le MIR s'oppose à la constitution d'un gouvernement en exil. La direction de la résistance doit se situer ici, au Chili.

Avant de penser à constituer un gouvernement comme celui que vous évoquez, il faut cristalliser l'unité de la gauche et des forces de la résistance dans un front politique. C'est cela qui est essentiel.

Si par la suite, lorsque la lutte de la résistance atteindra des niveaux supérieurs, il devient souhaitable de constituer un gouvernement légitime dans la résistance, ce gouvernement devra être constitué ici même, au Chili, dans la clandestinité.

— Suivant les informations dont nous disposons, l'aile dirigeante de la Démocratie Chrétienne a élaboré une stratégie fondée sur les hypothèses suivantes : a) Le pays continue d'être divisé en trois grands groupes du point de vue électoral : la droite, la DC et la gauche. Cette situation ne changera pas au cours des quatre prochaines années. b) La politique économique de la Junte est telle qu'elle va engendrer en quatre ans un fort mécontentement, qui poussera les militaires à remettre le pouvoir aux civils — par élections — pourvu que ceux-ci professent l'anti-marxisme. c) La base DC est profondément anti-marxiste, comme l'ont indiqué les dirigeants de l'actuelle Gauche Chrétienne quand ils se retirèrent de la DC. Il en serait de même de ses cadres moyens et syndicaux.

A partir de ces présupposés, les dirigeants de la DC ont décidé de ne pas prendre part aux fronts anti-fascistes larges tels qu'a pu les définir le Parti

Communiste Chilien. Et ils considèrent avec confiance que lorsque la base marxiste — celle qui ne milite pas dans les partis — devra se prononcer dans une élection bi-partite (DC et PN), elle votera pour eux.

Deux questions à ce sujet : Que pense le MIR de cette stratégie esquissée par la direction de la DC ? Est-il vrai que certains secteurs de la DC travaillent dans la Résistance avec le MIR ?

Si tels sont les présupposés de la politique de la Démocratie Chrétienne (présupposés que j'ignore), je crois qu'ils sont tout à fait erronés. En premier lieu, le pays est divisé en deux grands groupes : un groupe social majoritaire et croissant qui est contre la dictature, composé de la classe ouvrière, des pauvres de la campagne et de la ville, et auquel s'intègrent chaque jour de plus vastes secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie démocrate ; et un groupe socialement minoritaire composé du corps des officiers, de la grande bourgeoisie et de secteurs chaque jour plus étroits de la petite et moyenne bourgeoisie qui participent au régime dictatorial et répressif et l'appuient. Dans chacun de ces camps existent plusieurs secteurs et des manifestations politiques diverses : dans le premier groupe on trouve depuis les forces de la gauche révolutionnaire, les forces de la gauche réformatrice jusqu'aux secteurs démocrates qui représentent dans la DC des secteurs populaires, de la petite et moyenne bourgeoisie ; dans le groupe de la dictature se trouvent réunis les milieux du grand capital alliés à l'actuelle Junte Militaire, les secteurs de la grande et de la moyenne bourgeoisie qui s'orientent traditionnellement vers le marché interne, lésés par la politique actuelle et opposés au gouvernement militaire actuel (mais pas à la dictature), et jusqu'aux secteurs politiques tels que le « freisme » démocrate-chrétien qui essaient de négocier des positions de pouvoir plus avantageuses au sein de l'actuel état bourgeois répressif.

En second lieu, je pense que seul un aveugle ou un idiot peut ne pas voir que d'ores et déjà, après un peu plus d'un an de dictature, le mécontentement et la haine contre les gorilles sont massifs non seulement parmi les travailleurs, mais aussi dans la petite et la moyenne bourgeoisie. Plus encore, le désastre économique est tel qu'il a engendré un profond mécontentement dans certains secteurs de la grande bourgeoisie elle-même ; il suffit d'entendre, par exemple, les griefs de M. Orlando Saenz, qui était le président des industriels chiliens jusqu'à une date récente. (SOFOFA).

Quant à ce que les militaires remettent aussi facilement le gouvernement, cela paraît peu probable. Ce qui est tout à fait juste dans les présupposés que vous mentionnez est que même si la classe dominante constitue un nouveau gouvernement civil (ou

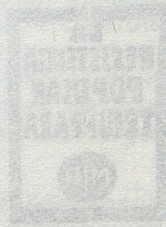
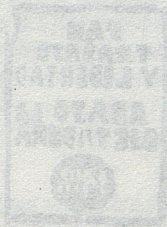
civil-militaire), celui-ci sera toujours un régime répressif (pour lequel elle aura besoin des militaires), c'est-à-dire ce que vous appelez « anti-marxiste ». Et il ne peut en être autrement puisque la bourgeoisie, et particulièrement M. Frei, savent que la seule possibilité qui leur reste pour tenter de retenir l'avance du mouvement travailleur et révolutionnaire est un gouvernement répressif.

Par là-même il est vrai que les secteurs bourgeois de la Démocratie Chrétienne, c'est-à-dire le « fréisme », n'ont aucune intention de constituer un front politique quelconque avec la gauche traditionnelle chilienne. Ils essayent de capitaliser à leur profit un prétendu appui populaire (et dans ce but se mettent aujourd'hui un masque démocratique) pour avoir un moyen de pression plus fort sur les secteurs de la bourgeoisie qui les ont écartés du pouvoir. Et c'est pour cela que la politique réformiste de certains secteurs dirigeants de l'Unité Populaire, qui s'échinent à vouloir obtenir une alliance subordonnée au « fréisme » et embourbent l'unité de la Gauche, est vouée à l'échec et cause un tort criminel au mouvement travailleur et à la résistance populaire contre la dictature.

Le troisième présupposé que vous indiquez est également erroné : la base des travailleurs, la petite et une partie de la moyenne bourgeoisie démocrate-chrétienne ne sont pas « anti-marxistes ». Ils ne sont pas non plus « marxistes », mais démocrates et opposés au coup d'état et à la dictature gorille. Ces secteurs, comme de vastes secteurs chrétiens, souhaitent l'unité avec la gauche et avec le peuple entier pour lutter contre la dictature. Hélas, des hésitations apparaissent encore chez certains des dirigeants de ces secteurs, et ils hésitent à mener leurs positions anti-coup d'Etat jusqu'à leurs dernières conséquences (rupture avec le « fréisme » démocrate-chrétien), mais il n'en est pas de même dans beaucoup de secteurs de base qui, sans attendre que leurs dirigeants se décident, ont déjà fait le pas en s'intégrant activement à la résistance populaire. Il y a effectivement des secteurs de la Démocratie Chrétienne qui travaillent dans la Résistance au coude à coude avec le MIR et avec d'autres secteurs de la Gauche (communistes, socialistes, etc...) qui y participent. La politique du « fréisme » démocrate-chrétien est vouée à l'échec même si le réformisme de gauche lui prête stupidement son appui. Le coup d'Etat militaire de Septembre a divisé notre pays par un fleuve de sang, il n'est plus possible de jouer à négocier avec les deux parties, car qui s'arrête au milieu se perdra dans les eaux profondes et rouges de la lutte des classes. Il existe une implacable dynamique qui mène à des positions bien définies : on est avec le peuple, avec la Résistance, contre la Dictature ; ou on est contre le peuple et en faveur de la tyrannie et de la répression.

La tendance actuelle est celle de l'accentuation des contradictions au sein de la bourgeoisie, de l'affaiblissement de la dictature, de l'accentuation de la crise politique au sein des classes dominantes ; et, d'autre part, de la constitution d'un vaste bloc social des travailleurs, de la petite et moyenne bourgeoisie contre la dictature. Quelles que soient les tentatives de la bourgeoisie pour éviter la formation de ce bloc social de résistance contre la dictature, elles échoueront parce que c'est la politique de super-exploitation et le régime répressif de la bourgeoisie eux-mêmes qui engendrent cette résistance implacable.

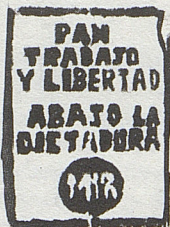
**QUESTIONNAIRE
PRESENTE
PAR
L'AGENCE
E.F.E. S.A.**



« En politique, objectivement, le pire péché c'est l'échec. L'Unité Populaire a échoué de façon évidente, dès avant même le coup d'Etat contre elle. Quelles ont été les raisons de cet échec, selon le MIR ? Comme nous croyons que vous argumentiez sur l'action de la CIA et de certaines compagnies multinationales, nous voulons attirer l'attention sur le fait qu'un gouvernement vers le socialisme devait avoir parfaitement prévu l'action de ces ennemis. »

Effectivement, l'action de la CIA et des entreprises impérialistes ayant des intérêts au Chili ont joué un rôle important dans la mise à bas du gouvernement de Salvador Allende, au travers du financement des putschistes, du boycott, du sabotage. Mais vous avez raison quand vous dites qu'un gouvernement révolutionnaire doit prévoir l'action de ses ennemis. A l'avis du MIR, l'action de l'UP s'est dû à ce que justement son gouvernement n'a pas été « révolutionnaire ». Dans le gouvernement de l'UP ont dominé les politiques réformistes, la croyance qu'il était possible de parvenir au socialisme par un processus de réformes à l'intérieur du cadre de l'Etat bourgeois. La tendance a dominé de concilier avec les ennemis, l'illusion de croire possible d'arriver à des accords avec des secteurs de la bourgeoisie (la DC) et l'idiotie d'avoir confiance dans la « constitutionnalité » et le « professionnalisme » du corps des officiers réactionnaires des Forces Armées. En échange l'UP a sacrifié la base de son propre pouvoir, les masses des travailleurs.

Dans leur désir de conciliation avec la bourgeoisie, les directions réformistes ont retenu l'avancée du mouvement de masses, se sont opposées au développement du pouvoir politique et militaire populaire, ont cultivé dans les masses les illusions légalistes, les ont démoralisées et y ont entretenu la confusion, créant ainsi les conditions pour le triomphe des partisans du coup d'Etat bourgeois. Voilà, en résumé, les causes de l'échec du gouvernement de l'UP.



« Comment le MIR explique-t-il le peu de résistance du 11 septembre 73, sa faiblesse postérieurement ? Le Chili est, ou était, un pays très politisé, et les Partis marxistes comptaient de nombreux militants et des centaines de milliers d'électeurs. »

Ou bien vous êtes mal informé, ou bien vous vous prêtez comme d'autres journalistes aux tentatives de la dictature à faire croire qu'il y a eu peu de résistance contre le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973.

Il y a eu une grande et héroïque résistance des noyaux d'avant-garde de la classe ouvrière industrielle, des poblaciones, des écoles, dans les villes et particulièrement à Santiago, cette résistance a duré plusieurs jours. Il y a eu aussi résistance dans les zones paysannes, des guérillas rurales ont tenu dans le sud du pays, plus de six mois après le coup d'Etat.

Des dizaines de milliers de travailleurs sont morts, et également les forces militaires putschistes ont eu des milliers de pertes en vie humaine. La dictature cherche à créer l'image qu'elle n'aurait pas rencontré de résistance pour cacher les assassinats massifs qu'elle a commis (et continue de commettre), Mais ceux comme nous qui ont lutté dans les casernes et les poblaciones les armes à la main pour résister au coup d'état gorille, savent quelles furent les dimensions de ces combats et le sacrifice héroïque de milliers de travailleurs et militants de gauche.

РЕЗУЛЬТАТЪА .

Mais vous avez raison dans la mesure où si nous considérons le puissant mouvement des travailleurs et les grands partis de gauche chiliens, on aurait pu espérer une résistance de masse plus grande encore.

Ce qui explique que la résistance de masse n'ait pas été quand même plus étendue, c'est que la bourgeoisie a déchaîné son coup militaire à un moment d'extrême faiblesse de la gauche. Le moment où la direction réformiste du gouvernement et de la gauche entrent en crise, où les masses étaient démoralisées et dans la confusion de par les conciliations du gouvernement, désillusionnées par l'acceptation par le gouvernement de la répression militaire (rappelez-vous que celle-ci a débuté avant le coup d'Etat avec la loi de contrôle des armes) et par l'action des propres dirigeants réformistes pour retenir l'avancée des masses. Le moment où les tendances révolutionnaires de la gauche avaient étendu beaucoup leur direction sur les noyaux les plus conscients et radicalisés, mais ne gagnèrent pas encore la direction des larges masses politiquement plus en retard.

Quant à la résistance après le putsch militaire, vous vous trompez également. Dans peu de pays où il a eu un mouvement putschiste aussi brutal et répressif

qu'au Chili, les forces révolutionnaires et de gauche ont réussi à se réorganiser avec tant de rapidité comme elles ont fait ici : regardez l'expérience du Brésil, de l'Indonésie ou de l'Espagne et vous comprendrez qu'au Chili on est parvenu à un progrès exceptionnel des forces de résistance. A plus d'une année à peine de dictature, est parvenu à se constituer le noyau d'un vaste mouvement de résistance populaire (et si les directions réformistes de quelques partis de la gauche traditionnelle ne continuèrent pas leur effort illusoire d'établir une alliance subordonnée à des secteurs de la bourgeoisie, on aurait avancé plus encore). Dans le futur proche, la lutte de résistance s'activera de façon accélérée.

« Pas un seul chef d'unité militaire, à la tête de celle-ci, n'a défendu l'UP et le président Allende. Comment le MIR explique-t-il l'étrange politique « d'approfondir » le processus de socialisation, pendant l'UP — nous pensons qu'elle était fondamentalement impulsée par Altamirano et le MIR lui-même —, dans un contexte où l'on ne pouvait pas compter sur une majorité parlementaire pour agir démocratiquement, ni sur la force, pour agir de façon révolutionnaire ? »

La politique du MIR pendant l'UP fut justement orientée pour développer la force révolutionnaire des masses et l'affaiblissement de la bourgeoisie qui permettent la conquête du pouvoir politique et militaire par les travailleurs. (Ce qui est différent d'avoir le « gouvernement » ou une partie de l'appareil d'Etat).

La force révolutionnaire ne s'obtient pas en gagnant des généraux : rappelez-vous qu'il y a eu des généraux constitutionnalistes et démocratiques qui ont défendu le gouvernement Allende quoique avec des faiblesses et peu de succès (parmi eux le général Prats assassiné en Argentine par la dictature chilienne). La force révolutionnaire s'obtient au moyen du développement d'un mouvement social de masse organisé politiquement et militairement, et qui à travers sa lutte elle-même pour ses revendications reconnaisse clairement ses ennemis et développe sa propre conscience révolutionnaire et socialiste. Le MIR a lutté pour développer cette force révolutionnaire et pour l'obtention de conquêtes revendicatives qui renforcent le mouvement de masse : il a montré quels étaient les ennemis des travailleurs et les a affrontés sans conciliation, il a signalé les périls qui s'approchaient et s'est efforcé de développer

au sein des masses la conscience de ces périls et les formes de les affronter. On l'affaiblit en frappant les bases de son pouvoir : à travers la montée du mouvement de masses qui ébranle l'appareil d'état bourgeois et particulièrement par l'agitation révolutionnaire tendant à casser les Forces Armées en deux et amener aux côtés du peuple les officiers progressistes, les sous-officiers et la troupe ; à retirer à la bourgeoisie les moyens de propagande et de communication de masse qu'elle contrôle ; en frappant les bases de son pouvoir économique ; en démasquant et détruisant son idéologie aliénante. Mais le réformisme, dans son désir de concilier, a fait justement le contraire : il a respecté l'appareil d'Etat bourgeois et combattu le développement d'un pouvoir populaire des masses, il n'a pas tiré parti de la grande radicalisation qu'il y avait parmi les sous-officiers et la troupe au début du gouvernement ; il a légitimé les officiers réactionnaires, a combattu l'agitation révolutionnaire en direction des Forces Armées et a permis la répression des militaires de gauche, provoquant une profonde confusion et démobilisation dans les derniers secteurs militaires qui auraient pu avoir appuyé le gouvernement. Le réformisme a laissé la liberté la plus absolue à la subversion de la presse bourgeoise, a combattu la mobilisation directe des masses et leur organisation militaire (organisant seulement des groupes para-militaires réduits) ; il est parvenu au point de ne même plus utiliser ses recours légaux et constitutionnels pour combattre et punir les mouvements putschistes.

En conclusion, nous pouvons dire que depuis 1970 au Chili nous vivons une profonde crise pré-révolutionnaire, une grande montée du mouvement de masse et une totale crise politique de la bourgeoisie (laquelle était affaiblie et divisée). L'Unité Populaire a échoué parce qu'elle n'a pas transformé ce grand mouvement social en une force de masse révolutionnaire organisée politiquement et militairement, parce qu'elle a concilié avec la bourgeoisie et, au lieu de l'affaiblir, lui a permis de préparer impunément le mouvement putschiste.

Déplorablement, les secteurs les plus radicalisés de l'UP se sont usés dans leurs propres hésitations, et le MIR était encore une organisation révolutionnaire très jeune, inexperte et sans le levier de masse nécessaire pour réussir à prendre à temps la direction du peuple au réformisme, pour parvenir à remonter le processus révolutionnaire.

Si vous vous documentiez un peu sur les révolutions socialistes qui ont triomphé, la révolution russe, la révolution chinoise, vietnamienne, en Amérique Latine la révolution Cubaine, vous comprendriez alors que la politique suivie par le MIR n'est pas si « étrange » que vous le supposez.

Les révolutions qui ont triomphé sont celles qui parvinrent à constituer un puissant mouvement de masse organisé politiquement et militairement, lequel en accord aux conditions historiques et sociales particulières à chaque pays (et avec les formes de lutte adéquates) est parvenu à canaliser l'action du peuple sous une direction prolétaire et révolutionnaire pour la conquête du pouvoir.

**QUESTIONNAIRE
PRESENTE
PAR
LE REBELDE
DANS LA
CLANDESTINITE
ORGANE
OFFICIEL
DU MIR**

Le MIR a de nombreuses fois soutenu la nécessité de l'unité concrète de toutes les forces en faveur du renversement du gouvernement actuel et de son remplacement. Cette unité s'exprime par « un front politique anti-gorille » et un « mouvement de Résistance Populaire » large et ouvert. Cette politique s'est convertie en un élément fondamental de la tactique du MIR pendant cette période.

S'il est vrai qu'à l'extérieur il existe un large front, plus ample que la seule UP, avec pleine participation du MIR, de secteurs du PDC (extra-officiellement) et d'indépendants, nous n'y sommes pas arrivés au Chili.

Jusqu'à maintenant on n'a vu circuler ni au Chili ni à l'extérieur aucun document, aucune déclaration émanant du Chili, dans la clandestinité, et signé par tous les partis et organisations de gauche qui résistent à la dictature militaire.

— Quels ont été les efforts du MIR pour concrétiser cette politique fondamentale ?

— Quels obstacles concrets a-t-il rencontré ?

— Quelles sont les perspectives et les délais, pour avancer réellement sur ce terrain ?

Le MIR réalise les efforts les plus grands pour parvenir à l'unité de la gauche contre la sédition et la réaction bourgeoise depuis la période même de l'Unité Populaire. Plus exactement depuis les premières tentatives de coup d'état, après le triomphe électoral d'Allende en 1970, le MIR a pris l'initiative de lui exposer, ainsi qu'aux partis de l'UP, la nécessité de coordonner une action commune contre les factieux et la réaction bourgeoise, s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation politique et militaire des masses.

Pendant les trois années de gouvernement de l'UP, nous avons plusieurs fois insisté publiquement ou au cours de conversations avec le président Allende et les directions des partis gouvernementaux, sur la nécessité d'organiser la lutte commune contre la

sédation. Il s'est même tenu des réunions communes, en 1972 et 73, sur la proposition du MIR avec le but d'établir une base pour la lutte commune contre la réaction bourgeoise. Mais ces efforts ont été contrés par les directions réformistes de l'Unité Populaire qui ont préféré combattre la mobilisation populaire et rechercher des accords illusoires avec la Démocratie Chrétienne — les hésitations des secteurs centristes du PS et d'autres partis de l'UP ont également contribué à cet échec.

Mais le plus dramatique de ces essais a été mené par le MIR, le jour même du 11 sept. 1973 ; en plein coup d'Etat, nous nous sommes réunis avec les directions du PS et du PC pour décider d'une action commune de résistance. Mais le dirigeant du PC présent à cette réunion n'a pas voulu développer la résistance, s'est refusé à une action coordonnée avec le MIR, et a signalé qu'il était nécessaire d'attendre pour voir si les militaires fermeraient ou non le Parlement !

Après le coup d'Etat gorille du sept. 73, le MIR a de nouveau pris l'initiative de l'unité, en exposant aux partis de toute la gauche, ainsi qu'aux secteurs, qui représentent la petite bourgeoisie démocratique de la DC, la nécessité de former un grand front de résistance à la dictature sur la base d'une plateforme minimale d'accord : lutte pour la défense du niveau de vie des masses, lutte pour la défense des libertés démocratiques, lutte de résistance en vue du renversement de la dictature.

Pour atteindre cette unité, la direction du MIR s'est réunie, dans le pays et dans l'extérieur, avec des dirigeants des Partis de l'UP et de la petite bourgeoisie démocratique de la DC, mais sans les dirigeants du Parti Communiste du Chili, qui n'ont pas voulu se réunir avec le MIR.

Nos efforts ont de nouveau été boycottés par les politiciens réformistes dans la direction des partis de la gauche traditionnelle qui, à ce qu'il semble, n'ont tiré aucune leçon de la défaite sanglante où ils ont mené le peuple chilien, et qui sacrifient encore une fois l'unité des travailleurs et de la gauche en un vain essai de se soumettre à certaines fractions de la bourgeoisie, en l'occurrence le frémisme démocrate chrétien.

Les hésitations du centrisme PS et d'autres partis de la UP ont également contribué à faire piétiner l'unité de la gauche, en ne sachant pas tenir une position ferme et conséquente avec leurs déclarations unitaires.

Le fonctionnement d'un Comité de la Gauche Chilienne à l'extérieur, dans lequel participe le MIR, est une initiative positive qui a notre appui, mais qui a malheureusement donné fort peu de résultats quant au renforcement de l'unité et de la résistance. Les motifs en sont les mêmes que ceux qui empêchent une unité de la gauche au Chili. Le MIR continuera infatigablement ses efforts pour convaincre les directions des partis de la gauche traditionnelle de la nécessité dramatique d'unir les forces de la gauche à travers une politique prolétarienne et révolutionnaire. Mais il continuera aussi de mettre en œuvre et de développer cette politique dans les bases et les fronts de masses, dans les Comités de Résistance. Nous ne pouvons attendre tranquillement que ceux qui persistent à diviser la gauche et les travailleurs pour s'allier à la bourgeoisie, continuent pendant des mois sans prendre conscience du dommage qu'ils infligent à notre peuple. La vie de centaines de combattants héroïques pourrait être épargnée. Des milliers éviteraient la prison et la torture, des millions pourraient voir diminuer leur souffrance et leur misère, si la gauche chilienne s'unissait en un front politique qui mettrait en œuvre plus activement et massivement la résistance contre la dictature.

Pourrais-tu développer brièvement et schématiquement les principales différences qui existent aujourd'hui entre le MIR et d'autres secteurs ou positions de la gauche chilienne ? Et ceci surtout quant à :

— stratégie, tactique, formes quotidiennes d'action.

— caractérisation de la dictature et de la période

— alliance avec le PDC. Caractère de ce parti.

— perspectives, possible développement et aboutissement de la période actuelle ?

Il me paraît tout d'abord y avoir accord de l'ensemble de la gauche sur le fait que le renversement du gouvernement de l'UP et le triomphe de la sédition réactionnaire ont ouvert au Chili une période de reflux du mouvement travailleur et de progrès de la réaction bourgeoise. La gauche et le mouvement révolutionnaire ont été vaincus, durement frappés et réprimés se trouvant ainsi dans une situation de faiblesse qui les a obligés à se replier, et à rester sur la défensive. La bourgeoisie et la réaction ont remporté une grande victoire. Par la répression la plus sanguinaire et la dictature militaire la réaction est arrivée à arrêter le progrès du mouvement révolutionnaire et travailleur, à recomposer l'appareil d'Etat qui avait été endommagé lors de la période prérévolutionnaire antérieure, et à renforcer la domination bourgeoise. Mais s'il y a accord quant à la caractérisation de la période, il n'y en a pas quant au caractère de la dictature. Le MIR pense que caractériser la dictature militaire chilienne comme une dictature fasciste est erroné. La dictature chilienne emploie des méthodes repressives aussi brutales que celles du fascisme européen, mais elle présente de grandes différences avec les mouvements fascistes. Ceux-là se caractérisent comme étant des mouvements de réaction bourgeoise, qui, grâce à des mots d'ordre démagogiques et populistes, ont divisé la classe ouvrière, en entraînant derrière eux d'importants secteurs, et qui avec l'intégration active de la petite bourgeoisie ont constitué un mouvement de masses en état de mobilisation permanente. L'appui du mouvement de masses a permis la création d'un parti fasciste qui, à l'aide d'une puissante police politique, a permis au grand capital d'imposer son hégémonie absolue sur le reste de la bourgeoisie et de constituer un solide Etat corporatiste.

La dictature militaire chilienne est un mouvement de réaction bourgeoise beaucoup plus faible, face au progrès des travailleurs et des révolutionnaires. La bourgeoisie chilienne a eu recours aux forces armées, qui, relativement autonomes par rapport aux divers secteurs de la bourgeoisie, ont entrepris la tâche de reconstruire le pouvoir bourgeois ébranlé, grâce à un état dictatorial d'exception. Mais le mouvement sédi-

tiens chiliens n'est pas arrivé à diviser la classe ouvrière, ni à entraîner derrière lui toute la petite bourgeoisie. Les secteurs de la petite bourgeoisie et les rares noyaux de travailleurs qui ont appuyé le coup d'état se sont peu à peu écartés. La dictature chilienne a été incapable de faire naître un mouvement civil d'appui, et ceux qui ont essayé de créer un état corporatif ont également échoué. La dictature chilienne est arrivée à reconstruire l'appareil d'Etat, mais pas à résoudre la crise interne de la bourgeoisie. Au contraire, les contradictions internes à la bourgeoisie se sont de nouveau aiguës avec une surprenante rapidité, et commencent à se manifester au sein même des Forces Armées, rendant la dictature de plus en plus faible, et la Junte Militaire alliée à des secteurs du grand capital de plus en plus instable (ces secteurs du capital n'ont d'ailleurs pas non plus réussi à s'imposer au reste de la bourgeoisie.) Enfin, très vite aussi, les partis ouvriers se réorganisent, et les masses travailleuses se reprennent.

La dictature militaire chilienne n'est pas une dictature fasciste, mais une dictature militaire, comme toutes celles qui ont servi en Amérique Latine pendant la dernière décennie (Brésil, Argentine, etc...) que l'on appelle populairement dans notre continent dictatures gorilles. Au Chili, elle s'est distinguée parce qu'elle est encore plus sanginaire et brutale que les autres.

Si nous insistons sur cette caractérisation ce n'est pas pur raffinement intellectuel, mais bien parce que la façon dont nous caractérisons la dictature aura des incidences sur notre pratique politique.

S'il y avait un régime fasciste au Chili, la défaite et le reflux du mouvement ouvrier et révolutionnaire auraient été beaucoup plus profondément dévastateurs, et il est possible que la reconstitution des forces révolutionnaires et le développement d'une action de résistance, aurait pris plusieurs années. Au contraire, un régime militaire gorille, même aussi brutalement répressif que le régime chilien, est beaucoup plus faible, surtout s'il est incapable de résoudre la crise interne de la bourgeoisie, et s'il est placé dans un contexte international de crise politique et économique du monde capitaliste et de progrès de la révolution mondiale.

Un régime militaire gorille comme le nôtre, comme on l'a vu dans la pratique, permet une reconstitution des forces révolutionnaires et un développement de la résistance interne beaucoup plus rapide.

Il est possible que cette caractérisation erronée de la dictature chilienne comme un régime fasciste soit le facteur qui explique que les secteurs de l'UP qui l'ont ainsi définie aient conseillé l'abandon massif du pays par les dirigeants de gauche, qu'ils essaient de maintenir leurs partis en reflux et qu'ils ne commencent pas une résistance populaire active. Ils remettent, au contraire, toutes leurs espérances aux mains de la pression internationale et ils essaient de se subordonner aux fractions bourgeoises opposées à la junte militaire actuelle.

Le MIR, au contraire, en voyant que la dictature chilienne n'est pas réellement une dictature fasciste mais plutôt une dictature militaire gorille (avec toutes les faiblesses signalées) préconise une politique de résistance active : il s'est élevé contre l'asile politique, il a réorganisé rapidement le parti dans la clandestinité et mis en marche l'organisation et le développement de la lutte de résistance depuis l'intérieur du pays. Il préconise également une stratégie différente : il combat la sujétion à n'importe quelle fraction de la bourgeoisie (concrètement il s'oppose à l'alliance avec le frémisme démocrate-chrétien), il met en œuvre la constitution d'un large bloc social de résistance

qui sous la conduite du prolétariat réunit les autres secteurs ouvriers et la petite et moyenne bourgeoisie démocratique ; s'il préconise en effet l'isolement et la pression internationale contre la dictature il considère comme fondamentale le développement de la lutte de résistance populaire au Chili.

La divergence fondamentale entre les secteurs réformistes de l'UP et le MIR réside dans la conception stratégique. Si nous tendons tous à renverser la dictature, ces secteurs, rééditant les politiques réformistes en cours pendant le gouvernement de l'UP, n'aspirent qu'à la reconstruction de l'Etat bourgeois démocratique et répètent de nouveau l'illusion néfaste qu'à l'intérieur du cadre de cet Etat démocratique bourgeois qu'ils appellent aujourd'hui « démocratie nouvelle » ils pourront tôt ou tard construire la société socialiste. Le MIR tent à renverser la dictature et à récupérer les libertés démocratiques. Mais nous avons comme objectif stratégique le développement, à travers la lutte de résistance, de la force sociale politique et militaire du prolétariat révolutionnaire et de ses alliés qui permettra de miner l'Etat bourgeois, de constituer un pouvoir populaire solide et d'avancer vers une révolution prolétarienne et socialiste.

C'est pour cela que le réformisme de gauche traditionnelle recherche une alliance avec l'ensemble de la démocratie chrétienne, ce qui est cohérent avec son désir de reconstruire l'Etat bourgeois démocratique. La Démocratie Chrétienne est un parti où coexistent diverses classes : des secteurs de travailleurs, des petits et moyenne bourgeoisie démocratique ainsi que de secteurs de la grande bourgeoisie représenté par un Frei, un Carmona et beaucoup de laquais politiques du grand capital national et étranger. Ces derniers recherchent aujourd'hui l'appui des secteurs populaires et de la gauche car ils ont besoin d'une force de pression accrue face aux secteurs militaires et aux fractions de la bourgeoisie qui leur ont retiré le pouvoir. Mais quand ils récupéreront leur part du pouvoir ils l'exerceront comme ils l'ont toujours fait pour arrêter le progrès du mouvement révolutionnaire.

Le MIR ne recherche l'unité qu'avec certains secteurs de la Démocratie Chrétienne : ceux de travailleurs de la petite et moyenne bourgeoisie démocrate-chrétienne qui ont toujours eu une position antigolpiste, anti répressive et démocratique. Une alliance qui fortifiera les forces révolutionnaires et le prolétariat et qui ne les assujétira pas à la bourgeoisie.

Enfin, cette recherche d'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie et cette aspiration de reconstruire un Etat bourgeois démocratique amène le réformisme à écarter dans la pratique certaines formes de résistance comme la résistance armée, et à mettre l'accent sur l'étroite marge légale d'activité revendicative que la dictature laisse aux masses. Ils ont peur que les formes illégales de lutte et surtout la lutte armée les éloigne des fractions de la bourgeoisie auxquelles ils désirent se lier.

Le MIR en même temps qu'il conseille la lutte revendicative légale et semi-légale des masses met également en œuvre l'organisation et la lutte politique illégale des masses (comités de résistance, propagande clandestine), et les formes de lutte armée de masses (cohérente avec l'état de leur morale et de leur organisation et du rapport de force existant ; dans cette étape, action de sabotage, de propagande armée.). Ces diverses formes de lutte menées par la résistance active sont fondamentales. Ce n'est qu'à travers elles que les masses travailleuses pourront accélérer l'affaiblissement de la dictature et aiguïser les contradictions internes à la bourgeoisie. Le reflux et la passivité ne font que faciliter les accords au sein de la bourgeoisie et fortifier la dictature. Enfin

ce n'est qu'à travers l'organisation et l'activation de la lutte revendicative, politique et armée de masses que nous arriverons à fortifier le mouvement révolutionnaire, que nous atteindrons peu à peu le degré de force nécessaire pour passer du stade actuel défensif à la lutte offensive pour le renversement de la dictature et l'établissement d'un pouvoir pour le renversement de la dictature et l'établissement d'un pouvoir populaire et révolutionnaire. Nous avons déjà appris très durement que la bourgeoisie ne livre pas légalement son pouvoir et que pour défendre ses richesses et ses privilèges elle recourt à la répression armée la plus sanglante. Le prolétariat ne pourra conquérir le pouvoir et sa liberté que s'il construit un pouvoir politique et militaire de masse capable de détruire les appareils répressifs de la bourgeoisie.

Comme nous le voyons la différence entre le MIR et les secteurs réformistes de l'UP est importante. Mais malgré de telles divergences nous pensons qu'il existe un ennemi commun, la dictature gorille, face auquel nous devons unir nos efforts de lutte. Dans ce sens il existe une plateforme minimale de lutte avec laquelle nous sommes tous d'accord : la défense du niveau de vie des masses, la défense des libertés démocratiques et la lutte pour le renversement de la dictature. La tâche d'aujourd'hui est de constituer un front de résistance puissant autour de ces objectifs communs, un front conduit par le prolétariat, le front autonome de la classe ouvrière et du peuple qui conduira sa lutte sans se subordonner à la bourgeoisie.

De fait ce front est déjà en train de se constituer à travers l'établissement de milliers de comités de résistance, dans chaque poblacion, dans chaque domaine, dans chaque école. Les travailleurs et les militants de la gauche au Chili se sont fatigués d'attendre les élocubrations réformistes : ils sont passés à l'action. Les dirigeants de l'UP qui ont paralysé l'unité de la gauche doivent décider s'ils se joignent à nous ou s'ils préfèrent être laissés de côté dans la lutte historique de notre peuple contre la dictature.



Un de principaux slogans lancés par le MIR *« avant la mort de son secrétaire général, Miguel Enriquez, est « réparons la résistance active ».*

pourrais-tu expliquer quelle type de résistance a mené le MIR pendant ces 15 mois de dictature et quels sont ses résultats ?

— Doit-on comprendre que la résistance actuelle est « passive » ?

— Comment sera « la résistance active » et quelles seront ses différences avec la résistance actuelle ?

— Quelle a été l'influence de la mort de Miguel Enriquez dans cette nouvelle phase de la lutte de résistance ?

— Le MIR n'a-t-il pas payé très cher durant cette étape de « résistance passive » ?

— Le MIR peut-il aujourd'hui rendre les coups reçus ? Comment ?

Depuis le coup d'état de septembre 73 le MIR développant une ligne correcte de politique défensive et de repli a centré sur la réorganisation interne et sur l'organisation des premiers comités de résistance. Il n'est pas facile de faire passer un grand parti à la clandestinité sous les conditions répressives les plus dures. Il ne s'agit pas en effet que de « cacher » les milliers de militants poursuivis mais de développer de nouvelles formes de lutte pour l'ensemble du Parti. En même temps il fallait réorganiser le mouvement des travailleurs au moins dans ses noyaux d'avant-garde prolétarienne, les secteurs ouvriers, les pobladores, les étudiants les paysans etc. les plus avancés. Il fallait reconstituer puis faire participer les organisations revendicatives (syndicats, organismes communaux etc.) à l'intérieur de la marge légale étroite permise par la dictature et la constitution d'organes politiques illégaux et clandestins (les comités de résistance).

Après un an de dictature, le MIR avait déjà réussi à se réorganiser et il était en pleine activité clandestine ; on avait réussi à constituer un grand nombre de comités qui formaient déjà le vaste centre du mouvement de résistance populaire ; les classes travailleuses commençaient à manifester les premiers signes d'une renaissance croissante de leur activité revendicative et le mécontentement contre la dictature s'étendait jusque dans la petite et moyenne bourgeoisie. Les conditions favorables étaient réunies pour : activer encore plus la lutte de résistance, mener une propagande clandestine plus importante, commencer des actions mineures de diversion des appareils répressifs

et de sabotage, les premières actions de propagande armée, l'accroissement des activités revendicatives légales et illégales et l'organisation de nouveaux comités de résistance etc.

Appeler à la résistance active ne veut pas dire que nous ayons été passifs jusqu'à maintenant. Depuis septembre 73 le MIR a commencé une grande activité de réorganisation et s'est renforcé. Lorsque nous appelons à la résistance active, cela signifie que notre parti ainsi que le mouvement de résistance organisé ont atteint un niveau suffisant pour passer à une étape supérieure, pour commencer la lutte sous de nouvelles formes, pour s'étendre plus vite. La résistance active n'est pas différente de celle d'aujourd'hui. C'est une étape supérieure de la lutte, le début de petites offensives tactiques (revendicatives, politiques, et dans une bien moindre mesure armée) à l'intérieur d'une politique qui tend à se maintenir toujours à la défensive, eu égard au rapport de force toujours défavorable. De la même façon qu'aujourd'hui nous passons à cette étape supérieure de la lutte, nous avancerons peu à peu dans le futur en développant d'autres étapes de la lutte.

La mort du camarade Miguel Enriquez n'est pas un fait isolé. Elle fait partie d'une offensive répressive brutale que la dictature a lancé contre le MIR et la résistance dans un effort désespéré pour détruire notre parti et le noyau organisé de la résistance populaire. La dictature essaie d'empêcher les progrès rapides de la résistance car elle sait que dans la situation politique et économique critique du pays notre lutte avancera beaucoup en 1975.

Les coups reçus par le MIR ont mis en évidence de nombreuses faiblesses de notre parti et des comités de résistance. Faiblesses dans les normes du travail clandestin, dans la préparation de nouvelles étapes, dans les méthodes de travail sur le front etc. Nous réalisons en ce moment un grand effort pour surmonter ces faiblesses et sortir plus forts de l'offensive répressive de la dictature.

Certes, le prix de nos faiblesses a été élevé et douloureux, mais il est bien loin de remettre en question la correction de notre politique et d'empêcher le développement d'une résistance plus active. Ces coups nous ont beaucoup retardé dans nos buts immédiats mais n'ont pas empêché depuis septembre des progrès importants de la résistance, encore qu'à un rythme plus lent que celui que nous désirions.

La dictature a mis en avant le triomphe de la répression en cachant son échec d'empêcher le mouvement de résistance. Je te donne quelques signes de progrès que les gorilles essaient de cacher : en septembre, à Santiago seulement, on a distribué plus de cinq cent mille tracts, trois fois plus de timbres, on a organisé de nouveaux comités de résistance par centaines, on a écrit des centaines de graffitis ; en octobre et novembre durant la campagne d'hommage au camarade Miguel Enriquez on a distribué plus de cent cinquante mille tracts et encore plus d'auto-collants ; d'autre part on a distribué des dizaines de mille « REBELDES » dans le pays. Depuis septembre plus d'une centaine d'actions de diversions des appareils répressifs ont été réalisées en posant de fausses bombes et en lançant de fausses alertes (la Gare Centrale a été fouillée et encerclée trois fois, le ministère du travail quatre fois ; des avions ont été stoppés, il en a été de même pour des industries, des écoles etc). Des centaines d'actions de petit sabotage et de gaspillage ont été réalisées dans les industries, les bureaux administratifs, etc (par exemple on a inondé le métro on a paralysé des industries on a accru les coûts par le gaspillage des matières premières et par le travail ralenti). De petites et nombreuses actions de propagande ont commencé sous appui armé ; des centaines de

graffitis toujours avec appui armé ont provoqués plusieurs affrontements ; des occupations des véhicules de transport en commun accompagnés de distributions de tracts et de prises de parole ; des distributions de tracts sous appui armé ont été faites dans les industries. Nous avons même réussi à bloquer la rue Recoleta à l'aide des unités opérationnelles et à distribuer des tracts en prenant la parole en direction des passants. Des mouchards de la dictature ont été exécutés dans les poblaciones de Vicuna Mackena, Barrancas, Renca et dans d'autres villes du pays. On a organisé quelques dizaines de grands syndicats et mis en œuvre les premières manifestations de lutte revendicative dans les industries et les poblaciones.

Tu me demandes si le MIR est en condition de répondre aux coups de la répression de la dictature. Si tu fais référence à ce que le MIR pourrait infliger des attaques armées aux forces de la répression, la réponse est qu'il pourrait le faire mais que cela n'est pas notre politique dans l'étape actuelle. Le MIR cherche à éviter l'affrontement militaire isolé avec les forces répressives de la dictature, car la dictature a une puissance militaire mille fois supérieure à celle du MIR. Il serait stupide de prétendre combattre la répression en affrontant directement ces appareils militaires en l'étape actuelle.

La politique du MIR est de se plonger dans le mouvement de masses, de développer la lutte de résistance des masses (revendicative, politique et armée), et d'affronter les forces répressives de l'intérieur des masses. Il ne s'agit pas que le MIR s'affronte directement aux forces répressives, mais que les masses organisées s'affrontent à la dictature. Dans cette étape notre réponse à la dictature est d'organiser des milliers de nouveaux Comités, de distribuer des milliers de tracts, de mener de centaines de petites actions de sabotage et de propagande armée, d'activer des milliers de travailleurs dans leur lutte revendicative. Et c'est notre réponse la plus ferme, car nous construisons ainsi un mouvement de résistance populaire indestructible, nous sommes en train d'organiser la force qui détruira la dictature.

**Andres Pascal A.
Secrétaire général du MIR.**

**Santiago du Chili,
décembre 1974.**

MIR